

# Reporter algérien, témoin objectif ?

par **Ghania Mouffok**

**A**i-je été, dans mon parcours de reporter, un témoin « objectif » de l'emballage de l'histoire de mon pays ?

Un témoin, certainement, passionné, souvent révolté, quelquefois dépassé ou terrifié, mais jamais aux ordres.

Je suis journaliste depuis neuf ans. J'ai commencé à écrire pour un journal de l'Etat, dans un pays encore officiellement socialiste où les journalistes étaient des fonctionnaires et aujourd'hui j'écris dans un journal privé, dans une Algérie au bord de la guerre civile où être journaliste peut vous valoir une balle dans la tête.

Dans la pratique de ce métier, ma volonté de témoigner du réel a dû l'emporter sur la quête de l'objectivité. Témoin engagé plutôt qu'objectif. Vu les conditions – qui elles, sont objectives – dans lesquelles j'exerce ce métier, il me semble difficile de faire autrement.

En 1985, je débute à *Algérie-Actualité*. Cet hebdomadaire de langue française était réputé pour sa relative liberté de ton et la nouveauté des opinions qui s'y exprimaient. Son directeur avait été nommé pour préparer l'opinion aux réformes libérales que défendait un clan du pouvoir, proche du président Chadli Bendjedid. Les pages « Economie, Politique, International » y étaient donc la chasse gardée de la direction. En revanche, les pages « Culture et Société », qui occupaient la moitié du journal, n'étaient pas soumises au même contrôle. Dans la rédaction tous les courants se côtoyaient, des ultra-libéraux à la gauche stalinienne, en passant par les berbéristes, l'extrême-gauche et les quelques flics inévitables. A l'époque, être journaliste c'était être militant. En réunion de rédaction, les conflits – épuisants – étaient exclusivement idéologiques et portaient rarement sur les questions d'objectivité ou de professionnalisme.

Venue au journalisme par la rubrique société, j'abordais les questions politiques par leurs effets sociaux. Le Code de la famille avait été adopté deux ans plus tôt, et consacrait l'inégalité des hommes et des femmes devant la loi, révélant les luttes sourdes qui opposaient les différentes tendances en Algérie, derrière la façade unanime du parti unique. Mes premiers articles décrivaient les conséquences induites

par ces lois, du point de vue des femmes : de leur impossibilité de divorcer à l'abandon pur et simple jusqu'au rachat institutionnalisé de leur liberté. Face à ces situations révoltantes, sans être tendancieux, ces articles étaient objectivement féministes et ces critiques s'adressaient au pouvoir. Leur publication me semblait importante.

L'islamisme politique tel que nous le connaissons aujourd'hui n'existait pas encore, mais après les droits des femmes, il étendait déjà son territoire en touchant l'enseignement. Un article, intitulé « *Tableaux d'enfants en prière* », basé sur des témoignages d'écoliers de dix à douze ans, montrait comment une nouvelle génération d'enseignants leur inculquait « la peur de l'enfer » et du « châtiment divin », et les terrorisait en excluant tout humanisme de l'école. Ces enfants commençaient à faire pression sur les parents pour les ramener sur « le chemin de Dieu »... Cet article me valut l'honneur d'un prêche dans une mosquée de Boumerdès où je fus dénoncée comme « communiste et athée ».

A la même époque, je fis une enquête sur une *wilaya* (préfecture) où le représentant de l'Etat avait interdit la vente de l'alcool. Là encore, je ne pouvais que constater que l'Etat allait au devant des revendications islamistes souterraines. L'article ne fut jamais publié.

Entre les interdictions des uns et les intimidations des autres étaient posées les limites de l'exercice de mon métier, limites que j'allais apprendre à contourner.

Le 5 octobre 1988, éclatent les émeutes d'une jeunesse en fureur qui casse, brûle, pille tout sur son passage dans Alger abandonnée à sa révolte. Les réunions de rédaction me semblèrent alors surréalistes : alors qu'un événement d'une rare violence se déroulait sous nos yeux, les sujets retenus sous l'autorité de la direction excluaient les principaux acteurs de ces folles journées pour se focaliser sur le courage des pompiers ou sur la dénonciation des parents incapables de contrôler leurs enfants. Pour moi, ce fut rien...

L'Etat de siège allait être déclaré quelques jours plus tard. Le 10 octobre, une trentaine de journalistes se sont réunis pour réclamer le droit d'informer. Leur déclaration fut rendue publique par l'AFP. Ce groupe était l'initiateur de ce qui allait devenir le mouvement des journalistes algériens (MJA), la première association indépendante et qui hélas, n'allait pas le rester longtemps...

L'armée tire sur la foule et le pouvoir promet la démocratie, comme on se raccroche à une bouée de sauvetage.

En 1989, une nouvelle constitution autorise la création de partis politiques et de journaux privés. Je reste à *Algérie-Actualité*, en tentant d'y défendre une nouvelle vocation pour la presse gouvernementale : le service public. Le FIS et une cinquantaine d'autres partis sont légalisés et nous tentons de les présenter à l'opinion en vue des élections muni-

cipales. Tous les partis sont égaux face à l'information et les islamistes sont présentés au même titre que les autres hommes politiques.

Les premières grandes manifestations publiques du mouvement islamiste ont lieu, et vont révéler l'ampleur de son audience. On peut voir des milliers de femmes en *hidjab*, brandir le Coran comme une arme, et qui soutiennent le projet islamiste. Je couvre l'événement, troublée par leur nombre et par la force de leurs convictions, je suis tête nue mais à l'aise là où il n'existe encore aucune agressivité. Je veux comprendre le sens de cette adhésion.

Juin 1990, le FIS remporte les élections municipales. C'est un véritable séisme dans les rédactions. Avec un collègue, nous décidons de décrire le littoral algérois, où, désormais, le FIS gère les mairies. Dans notre dossier « *Le FIS a la côte* », sans parti-pris, nous faisons des portraits de ces nouveaux élus, des reportages où nous rapportons que le FIS a aussi ses élites et qu'il n'est pas uniquement le parti des « gueux ». Nos papiers créent un certain émoi chez beaucoup de nos collègues pour lesquels nous faisons « le jeu du FIS ». De nouveaux débats voient le jour. Faut-il être objectifs ou faut-il censurer le premier parti d'Algérie ?

Pour célébrer sa victoire, un grand rassemblement a lieu, un vendredi, autour et à l'intérieur de la mosquée de Kouba, un quartier d'Alger. Des milliers d'hommes en *kamiss*, barbus et les yeux passés au *k'hol* viennent prier sous la direction d'Ali Benhadj et Abbassi Madani. J'étais la seule journaliste algérienne en compagnie de collègues étrangères dans le carré réservé à la presse. Le service d'ordre du FIS avait prévu, pour la circonstance, des *hidjabs* que mes collègues ont enfilé en riant. Au risque de rater l'événement, je refuse de porter ce *hidjab* qui pour moi, Algérienne et musulmane, impliquée donc, faisait ici fonction d'uniforme. Journaliste quand même, je trouvais le compromis en empruntant un foulard à une habitante du quartier. Compromis boiteux...

Un peu plus tard, un reportage en Tunisie me permet de réaliser combien l'expérience de la démocratie à l'algérienne est exceptionnelle et passionne nos voisins. Alors qu'à Alger, des milliers d'islamistes d'un parti légal manifestent, exigeant le départ du chef de l'Etat et l'organisation d'élections législatives, à Tunis, les militants du MTI-Ennahda (interdit), sont emprisonnés et torturés. Je reviens avec la conviction que l'Algérie a fait le seul choix possible pour intégrer la mouvance islamiste à la démocratie.

Nous sommes en juin 1991, la grève insurrectionnelle se termine par l'arrestation des leaders du mouvement, la chute du chef du gouvernement « réformateur » et la proclamation d'un deuxième état d'urgence. J'écris « *Journal d'une armée en campagne* », où il apparaît que les forces de l'ordre viennent de commettre une erreur. Avec le nou-

veau gouvernement, *Algérie-Actualité* a un nouveau directeur, comme le veut la tradition de la presse gouvernementale. Les élections législatives auront lieu, elles seront « propres et honnêtes », mais dans ma rédaction nous sommes censés croire qu'elles seront remportées équitablement par un tiers d'islamistes, un tiers pour le FLN et un tiers pour les démocrates et indépendants. Cet aveuglement des états-majors au pouvoir, contredit par l'écoute de la rue ou par la simple observation des faits, me fait quitter définitivement *Algérie-Actualité*.

Le 26 décembre 1991, jour des élections législatives, paraissait le premier numéro du *Jeudi d'Algérie*. Cette publication est née dans l'urgence, en « parasitant » *le Quotidien d'Algérie*, un journal qui battait un peu de l'aile et dont le directeur nous ouvrait les portes. Mustapha Chelfi, Tewfik Hakem et moi-même, investissons une fois par semaine la totalité de ce journal dont nous étions responsables de la première à la dernière page. Nous avons tenté de faire un journal loin des appareils, témoin de l'époque dont nous pressentions le caractère décisif pour, non plus l'avenir du journalisme, mais celui du pays. Nous avons été servis : annulation des élections, démission forcée de Chadli Bendjedid, retour de Mohamed Boudiaf, arrestations massives d'islamistes, ouverture des camps de sûreté, interdiction du FIS, « guerre des mosquées », assassinat de Mohamed Boudiaf, terrorisme, procès. Cette accumulation de drames fut pour nous, paradoxalement, une expérience de liberté formidable. Nous n'étions plus au service d'une cause étroite, nous souhaitions juste raconter l'histoire en train de se faire. Et l'histoire, c'était cette ascension de l'islamisme politique, le FIS comme parti et mouvement social.

Après l'interdiction du FIS, pour avoir écrit que ce courant continuait d'exister, que les camps étaient une absurdité qui ne faisaient que le renforcer, pour avoir essayé de témoigner de ce qui se passait non pas dans la tête de ses chefs mais dans celles de sa base, nous avons très vite été taxés de sympathisants de ce parti et attaqués par la plupart de nos anciens collègues. Grâce à cette expérience, nous avons appris la liberté de dire les choses rapidement, sans tractations laborieuses avec l'administration et ses appareils. Dans le plaisir d'une équipe unie et en accord pour une exigence professionnelle, nous avons tenu neuf mois. Nous y avons appris que la meilleure manière d'être professionnels, c'était encore de n'avoir aucune existence légale. Supplément informel d'un quotidien, *le Jeudi d'Algérie* a cessé de paraître avec la disparition de notre support, officiellement à cause de dettes d'imprimerie non réglées, en septembre 1992.

Plus tard, je vais faire l'expérience d'un véritable journal privé, *l'Opinion*, quotidien qui était aux prises avec les contraintes de la presse commerciale. Il était financé en partie par la publicité dont le principal pourvoyeur demeurait l'Etat et dépendait d'une imprimerie

appartenant également à l'Etat. Autres temps, autres mœurs, autres modes de pressions.

Le code de l'information fonctionne comme un couperet, des gens meurent tous les jours. De nombreux journalistes sont assassinés dans d'horribles conditions. Après l'attentat de l'aéroport à Alger, les coupables sont arrêtés et jugés, je tente de couvrir ce procès au jour le jour. A la barre, des hommes sont jugés pour avoir posé une bombe meurtrière qui a fait un horrible carnage et traumatisé l'opinion. Tous les accusés déclareront être innocents et n'être passés aux aveux que sous la torture. Dans la salle, personne ne semble considérer que cette accusation est grave, les avocats commis d'office semblent pressés de se débarrasser de leurs clients encombrants qui sont déjà coupables pour une partie de l'opinion qui appelle de ses vœux un châtement exemplaire. La presse aussi les a déjà condamnés. Que l'on s'entende, il ne s'agit pas de prendre parti pour les accusés, mais pour la justice. Les accusés seront condamnés, la plupart à la peine de mort. Ils seront exécutés.

Difficile de couvrir l'horreur au quotidien, mais surtout, comment informer ?

Je rejoins deux autres titres, des hebdomadaires qui ont en commun de préférer le dialogue à la répression aveugle qui en fait ne faisait qu'alimenter le terrorisme. Dans ce contexte de violence, défendre les droits de l'homme, le respect de la vie m'a semblé la manière minimale de protester pour la démocratie.

Le journaliste, en Algérie, et plus largement l'intellectuel est toujours sommé de « choisir son camp » et rarement sollicité comme « témoin objectif », surtout depuis que les questions politiques se règlent dans le sang.

Je crois qu'aujourd'hui la question essentielle en Algérie c'est la question du pouvoir, et du pouvoir algérien, de son projet et de ses relations avec la population, avec les institutions et les contre-pouvoirs qu'il est aujourd'hui capable de mettre en place. Je crois qu'on simplifie énormément et, depuis que l'histoire s'est emballée, j'ai essayé de ne pas changer de ligne de conduite et d'essayer de comprendre plutôt que de juger.

## DEBAT

---

**DOMINIQUE VIDAL** Les propos de Rolly Rosen et de Ghania Mouffok m'ont rappelé cette vieille plaisanterie française qui dit « Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué ? ». Et bien je crois que c'est ça notre métier : c'est de faire compliqué, se faire comprendre pour préciser, avant de proposer une grille d'analyse. Moi je crois que le terme d'objectivité est un terme qui n'a aucun intérêt dans les débats sur le journalisme. Ce qui est important, c'est qu'avant de proposer une grille d'analyse et d'explications, ce que chacun d'entre nous peut faire et doit faire, il faut rentrer dans la complexité des choses.

**AKRAM BELKAÏD** Le problème qui se pose aux journalistes algériens est celui de l'écriture partisane ou non. Je parle du journaliste qui travaille dans des journaux indépendants. Ghania a longuement parlé d'objectivité, faut-il être militant des droits de l'homme ou faut-il dire ce qui se passe ? Il y a aussi la structure, je dirais émotionnelle de l'Algérien en règle générale, et chez les journalistes en particulier, c'est très difficile de décrire une situation quand les collègues se font assassiner. Faut-il être objectifs, froids et directs ou faut-il s'épancher comme on le fait en Méditerranée ? A ce propos j'ai eu une expérience au lendemain de la mort de Boudiaf. Le journal pour lequel je travaille comme correspondant à Alger, *La Tribune de l'Expansion*, m'avait demandé un article sur les conséquences économiques de cet assassinat qu'il fallait faire le jour même. Cette expérience a été très difficile et j'ai éprouvé le besoin, le lendemain même de contrebalancer cet article par un reportage dans les rues où il y avait toutes les sensibilités et où l'émotion a pu transparaître. Quand on regarde l'évolution des éditoriaux dans la presse en Algérie, c'est un mélange à la fois de rigueur et de sensibilité, parfois même de détresse. Dans ces conditions on peut être interpellé, tout simplement, sans se demander si l'on fait du militantisme, du journalisme d'opinion ou du journalisme objectif.

**KENNETH BROWN** Je pense au récit de Rolly Rosen et j'ai une question : qui a choisi de faire ce reportage et pour quelles raisons ? Est-ce que le journaliste n'est pas obligé de mettre en question le choix du sujet ?

Sur la définition du journalisme : ces deux récits extrêmement denses, riches, émouvants me font penser que les bons journalistes sont les meilleurs historiens contemporains.